

**MARCHE PUBLIC DE
PRESTATION SERVICE**

Procédure adaptée
Selon l'article L2123-1 du code
de la commande publique

**Programme pédagogique sur les enjeux de l'énergie
dans le cadre scolaire**

Règlement de consultation (RC)

Date et heure de limites de remise des offres :

Vendredi 27 juin 2025 à 12h00

Article 1 - Dispositions relatives au marché

1.1 - Objet du marché

L'objet du marché est la sensibilisation du jeune public aux enjeux de l'énergie et de l'adaptation au changement climatique par le biais d'animations pédagogiques dans le cadre scolaire.

1.2 - Étendue, forme de la consultation

Ce marché de prestations de services passé selon une procédure formalisée en appel d'offre ouvert est soumis aux dispositions des articles L. 2113-6 à L.2113-7, R. 2124-1 à R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

1.3 - Nature du contrat

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande s'exécutant par l'émission de bons de commande, en application des articles L2125-1 – 1° et des articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. Le marché est décomposé en 5 lots géographiques, de nature identique pour la réalisation d'animation sur les enjeux de l'énergie dans le cadre scolaire et extra-scolaire avec montant maximum suivant :

N° lot	Intitulé	Montant TTC minimum	Montant TTC maximum	Nombre attributaires maximum
1	Pays de Saint-Malo	24 500,00 €	189 000,00 €	1
2	Pays de Fougères	14 000,00 €	122 500,00 €	1
3	Pays de Rennes et Brocéliande	38 500,00 €	301 000,00 €	4
4	Pays de Vitré	21 000,00 €	171 500,00 €	2
5	Pays des Vallons de Vilaine et de Redon	17 500,00 €	140 000,00 €	2

La répartition géographique de ces cinq lots est en annexe 1 au CCTP. Le nombre d'attributaires dans le tableau ci-dessus est indiqué sous réserve d'un nombre de candidatures et d'offres suffisantes

1.4 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification
80100000 – Enseignement et formation 92331210-5 – Service d'animation pour enfants

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire.

Article 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Bordereau des Prix (BPU) des lots 1 à 5,
- Modèle DC1 et DC2
- Déclaration sur l'honneur à signer

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est consultable et téléchargeable à l'adresse suivante : <https://marches.megalisbretagne.org> .

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

4.1 - Candidatures

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Pièces de la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le document unique de marchés européens (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

La candidature doit donc contenir les documents et renseignements suivants :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise ou de l'association
 - La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.
 - La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2).
- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 3.2 de l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
 - Une liste des principales prestations effectuées au cours des 3 dernières années de la même nature que le présent marché.
- Si le signataire n'est pas le représentant légal du candidat, son habilitation à signer les documents relatifs au marché (délégation de pouvoir ou délégation de signature établie par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisé).

4.2 - Pièces de l'offre

Les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier « offre » :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) daté et signé ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) daté et signé ;

- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) au format excel et pdf
- Un mémoire technique qui, par un descriptif précis de son intervention, permettra de juger la qualité des prestations techniques du candidat. La description de ce mémoire est définie à l'annexe 1 note méthodologique.

Le prestataire portera à la connaissance du SDE35 toute autre précision qu'il jugera utile.

Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le groupement de commande se réserve le droit, conformément aux articles R2152-1 et 2 du code de la commande publique, de procéder à une demande de régularisation des offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée. Ce processus de régularisation n'est qu'une faculté de du pouvoir adjudicateur dont le candidat ne pourra se prévaloir. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Critères et sous-critères	Pondération
1. Valeur technique	65%
2. Prix des prestations	35%

La valeur technique sera notée suivant les sous-critères développés ci-dessous :

Critères et sous-critères	Pondération
1. Format type des animations et contenu pédagogique des séances (co-validé avec la DSDEN)	25%
2. Expérience et méthodologie d'animations	25%
3. Evaluation du matériel employé lors des séances d'animation.	15%

Les offres seront classées par ordre décroissant.

Article 6 - Auditions avec les candidats

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'auditionner un ou plusieurs candidats afin de présenter leurs offres. Cependant, le pouvoir adjudicateur pourra juger que, compte tenu de la qualité des offres, les auditions ne sont pas nécessaires.

Article 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du code de la commande publique relatif aux marchés public, la transmission électronique des candidatures et des offres est obligatoire dans le cadre de la présente mise en concurrence.

Cette procédure rend obligatoire le téléchargement des documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via le site internet accessible à l'adresse: <https://marches.megalisbretagne.bzh>

Le candidat pourra s'aider des tutoriels visibles à :

https://www.megalisbretagne.org/jcms/mw_9535/destutoriels-video-pour-vous-accompagner-dans-l-utilisation-des-services#sdmentreprises

Le candidat transmet sa candidature et son offre par voie dématérialisée, et a la faculté de transmettre en parallèle une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur support physique électronique (clef USB, CD-ROM, DVD-ROM...) (Les documents figurant sur ce support doivent être revêtus de la signature électronique pour les documents dont la signature est obligatoire) ou sur support papier.

L'ouverture de cette copie de sauvegarde ne sera effectuée par le pouvoir adjudicateur que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Cette copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour le dépôt des candidatures et des offres. Cette copie doit être placée dans un pli fermé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » ainsi que les informations coordonnées mentionnées ci-dessus.

La signature électronique n'est pas obligatoire au stade du dépôt des plis (elle ne le sera qu'au moment de l'attribution de l'accord-cadre).

Ce dépôt est réalisé dans une enveloppe électronique unique.

Pour répondre à la présente consultation sous forme dématérialisée via la plate-forme, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse.

Les candidats doivent insérer dans l'enveloppe électronique unique l'ensemble des documents requis. Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les pièces de la candidature et les pièces de l'offre dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation. Le dossier de candidature et d'offre est un fichier unique compressé au format « .zip ».

Les plis transmis sous cette forme sont horodatés par la plate-forme <https://marches.megalisbretagne.org>

Les opérateurs économiques doivent donc prendre toute disposition afin que leurs plis soient réceptionnés (et non envoyés) avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent Règlement de la Consultation. Il est préférable de faire le dépôt électronique au moins 2 heures avant la date et heure de clôture. Tout pli qui parviendrait après cette date sera considéré comme hors délai.

Dans le cas de plusieurs dépôts d'offres par un même candidat, seule la dernière sera ouverte.

Sont autorisés, pour la transmission électronique des plis, les formats Word, Excel et PDF ou équivalents.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'ils doivent limiter au maximum la taille des fichiers transmis, et notamment le poids des éventuelles photos. Des outils sont à cet effet à leur disposition sur la plateforme e-megalisbretagne.org, Espaces entreprises, Boîte à outils, Sites référencés en fin de menu à droite de l'écran.

Article 8 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, **les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite** par la plateforme mégalis à l'adresse suivante : <https://marches.megalisbretagne.org>.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.**

Article 9 - Recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rennes, Hôtel de Bizien, 3, contour de la Motte, 35000 Rennes

Tél. : 02 23 21 28 28, Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif, 3, contour de la Motte, 35000 Rennes.